

# LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Revue mensuelle  
du Bureau international pour la protection  
de la propriété industrielle

70<sup>e</sup> Volume — Année 1954

BERNE

BUREAU INTERNATIONAL POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

1954

ORGANISATION MONDIALE DE  
LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

OMPI  
BIBLIOTHÈQUE



# TABLES DES MATIÈRES

DE LA

SEPTANTIÈME ANNÉE

1954

## Table des articles

### Bibliographie

Pages

Ouvrages nouveaux . . . . .	60, 100, 120, 207, 228
Publications périodiques . . . . .	228

### Congrès et assemblées

Revue pour 1953 . . . . .	14
Chambre de commerce internationale. Commission pour la protection internationale de la propriété industrielle (Réunion de Paris, des 4 et 5 février 1954) . . . . .	76
XXVI <sup>e</sup> Congrès de l'Association internationale pour la protection de la propriété industrielle (Bruxelles, 7-12 juin 1954). I. Discours prononcé à l'ouverture du Congrès par M. Jacques Secretan, Professeur à l'Université de Lausanne, Directeur des Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété industrielle, littéraire et artistique, à Berne . . . . .	135
II. Résolutions adoptées . . . . .	142

### Chronique des institutions internationales

Organisation mondiale de la santé. Résolution du Conseil exécutif concernant la procédure à suivre pour le choix des dénominations communes internationales recommandées pour les médicaments (Résolution EB 12. R 24, 30 mai 1953) . . . . .	17
Unesco. Comité d'experts sur le droit des savants (Paris, 7-10 décembre 1953); résolutions . . . . .	20
Conseil de l'Europe. Troisième session du Comité d'experts sur le traitement réciproque des nationaux (Strasbourg, 18-28 janvier 1954) . . . . .	59
Comité d'experts en matière de classification internationale (Strasbourg, 3-5 février 1954) . . . . .	60

Le Bureau du Comité d'experts en propriété industrielle (Strasbourg, 3-5 février 1954) . . . . .	60
--	----

Institut international des brevets de La Haye. Composition du Conseil d'administration . . . . .	59
--	----

Vers la protection internationale des artistes interprètes ou exécutants, des fabricants de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion . . . . .	265
--	-----

### Correspondance

Lettre de la République Démocratique Allemande (H. Erasmus) . . . . .	204
Lettre de la République Fédérale Allemande (F. Lindenmaier) . . . . .	75
Lettre de Belgique (Th. Braun) . . . . .	167, 243
Lettre de Grande-Bretagne (F. Honig) . . . . .	113
Lettre de Grèce (Pierre Mamopoulos) . . . . .	98
Lettre de Syrie (Mamdouh al Hussami) . . . . .	260

### Documents officiels

#### UNION INTERNATIONALE

Etat au 1 <sup>er</sup> janvier 1954 . . . . .	1
--	---

#### CONVENTIONS ET TRAITÉS INTERNATIONAUX

Convention européenne relative aux formalités prescrites pour les demandes de brevets . . . . .	21
---	----

#### LÉGISLATION

Mesures prises en raison de l'état de guerre	
Allemagne (République fédérale) . . . . .	216
Tunisie . . . . .	159

Législation ordinaire		Pages	Jurisprudence		Pages
Revue pour 1953 . . . . .		15	Allemagne (République fédérale)	159, 160, 199, 201, 236	
<i>A. Pays de l'Union</i>			Autriche . . . . .	91, 108	
Allemagne (République fédérale)	3, 61, 81, 82, 121, 209		Espagne . . . . .	59	
Australie . . . . .	72, 73, 249		Etats-Unis . . . . .	176	
Autriche . . . . .	149, 158, 229		France . . . . .	109, 218	
Bulgarie . . . . .	169, 215		Inde . . . . .	134	
Canada . . . . .	28, 170, 250		Suisse . . . . .	92, 176, 257	
Danemark . . . . .	74, 132, 198				
Egypte . . . . .	74, 82, 108		<b>Nécrologie</b>		
Etat d'Israël . . . . .	58		Sir John Blake . . . . .	148	
Finlande . . . . .	170				
France . . . . .	9, 173, 198, 199		<b>Nouvelles diverses</b>		
Grande-Bretagne et Irlande du Nord . . . . .	159		Allemagne (République fédérale). Institut de l'Uni-		
Grèce . . . . .	82		versité de Munich pour l'étude du droit étranger		
Indonésie . . . . .	83		et international relatif aux brevets d'invention,		
Irlande . . . . .	233		aux marques de fabrique ou de commerce et au		
Italie . . . . .	58, 74, 108, 133, 158, 174, 175, 233		droit d'auteur . . . . .	265	
Roumanie . . . . .	133, 215		Autriche. Mutation dans le poste de Directeur du Bu-		
Suède . . . . .	234		reau des brevets . . . . .	100	
Syrie . . . . .	74, 176		Bahrein, Katar et Koweït. Protection des brevets et		
Tchécoslovaquie . . . . .	235		des marques de fabrique et de commerce . . . . .	60	
Union Sud-Africaine . . . . .	91		Chine (Gouvernement de Pékin). Nouvelle réglemen-		
			tation de la protection des inventions dans la Répu-		
<i>B. Pays non unionistes</i>			blique populaire chinoise (Dr Jaroslav Kanský) . . .	188	
Allemagne (République Démocratique)	101, 107, 189, 191, 193, 197		Erythrée. Note sur la législation concernant les mar-		
Iran . . . . .	9		ques . . . . .	208	
Jordanie . . . . .	83		Espagne. Note concernant la renonciation à la pro-		
Pérou . . . . .	9, 234		tection de marques en Espagne et dans le Protec-		
Viet-Nam . . . . .	215		torat espagnol du Maroc . . . . .	80	
<b>Etudes générales</b>			Etats-Unis. Procédure du Bureau des brevets des		
Les inventeurs devant les nouveaux décrets français			Etats-Unis ( <i>United States Patent Office</i> ) concer-		
(M. Plaisant) . . . . .	9		nant le droit de priorité . . . . .	144	
L'institution en France de la licence obligatoire (Fer-			Grande-Bretagne et Irlande du Nord. Mutation dans		
nand-Jacq) . . . . .	11		le poste de Contrôleur de l'Office des brevets et		
L'Union internationale pour la protection de la pro-			du Département de la propriété industrielle du		
priété industrielle en 1953 (R. W.) . . . . .	13		Royaume-Uni . . . . .	168	
Commentaire concernant la loi canadienne concer-			Irak. Législation de documents étrangers en vue de		
nant les marques de commerce et la concurrence			leur utilisation en Irak . . . . .	120	
déloyale (du 14 mai 1953) (Raymond A. Robic) . .	56		Italie. Mutation dans le poste de Directeur de l'Office		
Les bases fondamentales de la protection internatio-			de la propriété industrielle . . . . .	228	
nale de la propriété industrielle (Stephen P. Ladas)	93		Japon. Mutation dans le poste de Directeur général		
La marque de « haute renommée » (Une réponse)			du Bureau des brevets . . . . .	188	
(R. E. Blum) . . . . .	110		Libye. Note concernant la procédure d'enregistre-		
La cession libre de la marque (Dictrich Reimer) .	162, 181		ment des marques . . . . .	208	
Le caractère distinctif en matière de marques de fa-			Norvège. Mutation dans le poste de Directeur de		
brique (Fernand-Jacq) . . . . .	203		l'Office de la propriété industrielle . . . . .	60	
La détermination du « caractère inventif requis pour			Somalie. Note relative aux conditions de protection		
la brevetabilité » (V. Gevers et Ch. Verbaet) . .	219		des marques . . . . .	208	
Vers un Arrangement international pour une classifi-			Suisse. La nouvelle loi sur les brevets d'invention	188, 208	
cation des produits en matière de marques de fa-					
brique ou de commerce (R. W.) . . . . .	238		<b>Statistique</b>		
			Statistique générale de la propriété industrielle pour		
			1953 . . . . .	266	

# Table systématique de jurisprudence

## A. Schéma

### I. Brevets

#### 1. Formation du droit.

- a) Personnes habiles à demander un brevet, inventions d'employés, droit moral.
- b) Inventions brevetables ou non (nouveau, progrès technique, niveau de brevetabilité, produits chimiques, pharmaceutiques, horticoles, etc.).

#### 2. Acquisition du droit.

- a) Formalités, examen, modifications apportées au cours de la procédure de délivrance, communication des dossiers, etc.
- b) Taxes de dépôt, mandataires.
- c) Protection aux expositions.

#### 3. Etendue et conservation du droit.

- a) Interprétation des brevets.
- b) Obligation d'exploiter.
- c) Annuités.
- d) Prorogation.
- e) Restauration.
- f) Droits de possession personnelle, etc.

#### 4. Mutation du droit.

- a) Cession.
- b) Licences.

#### 5. Extinction du droit.

Annulation, expiration, etc.

#### 6. Sanctions civiles et pénales.

Contrefaçon, procédure, capacité d'agir en justice, confiscation, saisie, etc.

#### 7. Droit international en matière de brevets.

- a) Droit international commun. Indépendance des brevets, etc.
- b) Droit international conventionnel. Assimilation aux nationaux, droit de priorité, priorités multiples.
- c) Traités bilatéraux.
- d) Mesures de guerre.

### II. Modèles d'utilité

### III. Dessins et modèles industriels

### IV. Marques de fabrique ou de commerce

#### 1. Acquisition du droit.

- a) Acquisition par l'usage (marques non enregistrées).

- b) Acquisition par dépôt et enregistrement (formalités, etc.):

Marques individuelles.

Marques collectives.

- c) Marques d'agents; licences d'emploi.

#### 2. Signes qui peuvent ou non être employés comme marques.

- a) Eléments constitutifs (agencement, emballage, bouteilles, forme du récipient, forme du produit, couleurs, lettres et chiffres, etc.).
- b) Dénominations génériques ou de qualité.
- c) Noms patronymiques et noms géographiques.
- d) Emblèmes.
- e) Marques libres (Freizichken).
- f) Traductions de marques enregistrées ou employées.

#### 2 A. Produits pour lesquels une marque peut être enregistrée ou non.

#### 2 B. Marques notoirement connues.

#### 3. Etendue et conservation du droit.

Effets de l'enregistrement. Obligation d'exploiter. Renouvellement.

#### 4. Mutation du droit.

#### 5. Extinction du droit.

- a) Conflits entre deux marques, autres que ceux rangés ci-dessus, sous 2 B.
- b) Non-usage et usucapion.
- c) Abandon et tolérance.

#### 6. Sanctions civiles et pénales.

Contrefaçon, procédure, capacité d'agir en justice, confiscation, saisie, etc.

#### 7. Droit international en matière de marques.

- a) Droit international commun. Indépendance des marques, etc.
- b) Droit international conventionnel. Convention d'Union de Paris (assimilation aux nationaux, droit de priorité, protection telle quelle). Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques.
- c) Traités bilatéraux.
- d) Mesures de guerre.

### V. Nom commercial

### VI. Indications de provenance

### VII. Concurrence déloyale

B. Espèces publiées dans *La Propriété industrielle* (année 1954) et classées d'après le schéma ci-dessus

I. BREVETS

1. Formation du droit

- a) Personnes habiles à demander un brevet, inventions d'employés, droit moral.  
*Grande-Bretagne.* L'employé inventeur débouté dans une affaire antérieure ne peut reprendre ses prétentions dans une nouvelle action reconventionnelle (Londres, *Chancery Division*, 1953) . . . 116
- b) Inventions brevetables ou non (nouveau, progrès technique, niveau de brevetabilité, produits chimiques, pharmaceutiques, horticoles, etc.).  
*Belgique.* Sont brevetables les combinaisons nouvelles de moyens connus.  
 — Décision concernant les gazogènes « Gohin » (Cour de Bruxelles, 1951) . . . 248  
 — Décision concernant les lessiveuses « Hoover » (Cour de Bruxelles, 1953) . . . 248  
 — Décision concernant la fabrication des glaces « Securit » (Cour de Bruxelles, 1954) . . . 248  
*Grande-Bretagne.* Peuvent être brevetées des cartes à jouer (Canasta) (Londres, *Patents Appeal Tribunal*, 1953) . . . 114  
*Grèce.* Constitue une nouveauté brevetable la méthode de fabrication insuffisamment connue dans le pays où est faite la demande de brevet (Athènes, Tribunal civil, 1953) . . . 100

2. Acquisition du droit

- a) Formalités, examen, modifications apportées au cours de la procédure de délivrance, communication des dossiers, etc.  
*Grande-Bretagne.* Seront déterminantes, dans la procédure d'opposition à une demande en délivrance de brevet, les indications énoncées dans le corps de la description (Londres, *Patents Appeal Tribunal*, 1953) . . . 115
- b) Taxes de dépôt, mandataires.  
 Néant.
- c) Protection aux expositions.  
 Néant.

3. Étendue et conservation du droit

- a) Interprétation des brevets.  
*Espagne.* Le certificat additionnel est inséparable du brevet principal. Toute action intentée contre le certificat additionnel doit porter nécessairement contre le brevet dans son ensemble (Madrid, Tribunal suprême, 1949) . . . 59
- b) Obligation d'exploiter.  
 Néant.
- c) Annuités.  
 Néant.

d) Prorogation.

*Grande-Bretagne.* Le *Patents Appeal Tribunal* n'interviendra pas à propos de la décision de prorogation d'un brevet pour cause de pertes subies du fait de la guerre si les calculs effectués à cet effet par le *Hearing Officer* ne sont ni erronés ni extravagants (Londres, *Patents Appeal Tribunal*, 1952) . . . 115

e) Restauration.

Néant.

f) Droit de possession personnelle, etc.

Néant.

4. Mutation du droit

a) Cession.

*Allemagne.* L'expression «*Rechtsnachfolger*» ne se rapporte qu'au successeur légal, et non au successeur contractuel (Munich, *Patentamt*, 1952) . . . 160

b) Licences.

*Grande-Bretagne.* Est licite l'octroi d'une licence obligatoire en tout temps sous le régime d'un brevet conventionnel pour un médicament (Londres, *Court of Appeal*, 1953) . . . 115

Est licite la clause prescrivant en faveur du donateur de licence des versements en sus des redevances (Londres, *Queen's Bench Division*, 1953) . . . 115

5. Extinction du droit

Annulation, expiration, etc.

Néant.

6. Sanctions civiles et pénales

Contrefaçon, procédure, capacité d'agir en justice, confiscation, saisie, etc.

*Grande-Bretagne.* L'action en prévention de menaces de poursuites en contrefaçon est recevable si la menace a été faite à un tiers, si les mots ne constituent pas expressément une menace et si l'on peut déduire de toutes les circonstances qu'une menace a été proférée (Londres, *Chancery Division*, 1953) . . . 116

7. Droit international en matière de brevets

a) Droit international commun. Indépendance des brevets, etc.

Néant.

b) Droit international conventionnel. Assimilation aux nationaux, droit de priorité, priorités multiples.

Néant.

c) Traités bilatéraux.

Néant.

d) Mesures de guerre.

*Allemagne.* La durée de l'état de guerre ne comprend que le temps écoulé entre le début des hostilités et le 8 mai 1945 (Munich, *Patentamt*, 1952) . . . 159

## II. MODÈLES D'UTILITÉ

Pages

Néant.

## III. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

*Grande-Bretagne.* Bénéficie de la protection de la loi de 1911 sur le *Copyright* le disque métallique du format d'une pièce de monnaie portant sur une face une représentation de la Reine et sur l'autre une inscription relative à son couronnement (Londres, *Chancery Division*, 1953) . . . . . 117

## IV. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

## 1. Acquisition du droit

a) Acquisition par l'usage (marques non enregistrées).

Néant.

b) Acquisition par dépôt et enregistrement (formalités, etc.).

*Marques individuelles*

Néant.

*Marques collectives*

Néant.

c) Marques d'agents; licences d'emploi.

Néant.

## 2. Signes qui peuvent ou non être employés comme marques

a) Éléments constitutifs (agencement, emballage, honteilles, forme du récipient, forme du produit, couleurs, lettres et chiffres, etc.).

Néant.

b) Dénominations générales ou de qualité.

*Allemagne.* Ne peut être enregistré le terme «Roll-Notizer» comme marque de bloc-notes (Munich, *Patentamt*, 1952) . . . . . 199

*Espagne.* Ne peut être enregistrée «Tintex» pour produits de teinture, vu le terme espagnol *tinte* désignant les substances colorantes (Madrid, Tribunal suprême, 1952) . . . . . 59

*Etats-Unis.* Le slogan «Skill Will Do It» ne peut être enregistré comme marque de service pour des pièces métalliques détachées employées en filature (Washington, Bureau des brevets, 1953) . . . . . 176

*Grande-Bretagne.* Ne peut être enregistrée la marque «Busmaster» pour des autobus et leurs éléments (Londres, *Hearing Officer*, 1952) . . . . . 117

*Inde.* Ne peut être enregistrée «Belladonax» pour pommades (Bombay, *Registrar of Trade Marks*, 1953) . . . . . 134

c) Noms patronymiques et noms géographiques.

*Belgique.* Ne peut être enregistré le mot «Tricot-suisse» pour un produit belge (St-Nicolas, Tribunal de commerce, 1950) . . . . . 247

Ne peut être enregistrée une marque «Johann M. Farina am Römerpark» pour une eau de Cologne (Bruxelles, Tribunal de commerce, 1954) . . . . . 247

*Suisse.* Ne peut être enregistrée, pour variété de roses créée par un rosieriste établi en Allemagne septentrionale, «Schweizer Gruss syn. Red Favorit» (Lausanne, Tribunal fédéral, 1953) . . . . . 92

d) Emblèmes.

Néant.

e) Marques libres (Freizeichen).

*Allemagne.* Le mot «Krambambuli» — comme marque destinée à des vins et spiritueux — a perdu le caractère d'un signe libre et s'est retransformé en un signe individuel (Munich, *Patentamt*, 1953) . . . . . 236

f) Traductions de marques enregistrées ou employées.

Néant.

## 2A. Produits pour lesquels une marque peut être enregistrée ou non

Néant.

## 2B. Marques notoirement connues.

Néant.

## 3. Étendue et conservation du droit

Effets de l'enregistrement. Obligation d'exploiter. Renouvellement.

*Grèce.* L'enregistrement d'une marque ne peut pas être invalidé parce qu'une marque similaire, non enregistrée, aurait été lancée sur le marché dix jours avant la date de l'enregistrement attaqué (Athènes, Tribunal des marques, 1952) . . . . . 98

L'effet attributif de l'enregistrement prévaut l'usage (Athènes, Tribunal civil, 1953) . . . . . 98

## 4. Mutation du droit

*Grèce.* La marque utilisée, quoique non enregistrée, peut être cédée avec l'entreprise (Athènes, Tribunal des marques, 1953) . . . . . 98

## 5. Extinction du droit

a) Conflits entre deux marques, autres que ceux rangés ci-dessus, sous 2 B.

*Autriche.* Ne peuvent être enregistrées:

— «Campheron», vu la marque aînée «Campoferron»;

— «Vitanol», vu la marque aînée «Vigantol» (Vienne, *Patentamt*, 1952) . . . . . 91

*Belgique.* Il n'y a pas danger de confusion entre «Algan» et la marque «Algipan» (Cour de Bruxelles, 1953) . . . . . 247

La marque «Disprine» n'est pas une contrefaçon de la célèbre marque «Aspirine» (Bruxelles, Tribunal de commerce, 1953) . . . . . 247

*Espagne.* Ne peut être protégée la marque «Carlos V», vu les marques aînées «Carlos I — Carlos II — Carlos III — Carlos IV» (Madrid, Tribunal suprême, 1951) . . . . . 59

*Grande-Bretagne.* La marque cadette «Vivos» pour des pains peut être protégée, nonobstant la marque

ainée «Hovis», mais les pains ne pourront en porter l'empreinte matérielle (Londres, <i>Court of Appeal</i> , 1953) . . . . .	Pages 117	Constitue un motif suffisant de tierce opposition l'intérêt moral de l'opposant (Athènes, Tribunal des marques, 1953) . . . . .	Pages 99
Peut être enregistré dans le registre B le mot «Micronic», nonobstant «Microvee» (Londres, <i>Assistant Comptroller</i> , 1953) . . . . .	117	Est admissible le cumul d'application des législations de marques et de concurrence déloyale en cas d'usage abusif de la marque (Cour de cassation, 1953) . . . . .	100
Grèce. Peut être enregistrée «Laco» pour montres de fabrication allemande, nonobstant la marque aînée «Lanco» pour montres de fabrication suisse (Athènes, Tribunal des marques, 1952) . . . . .	99		
Les critères d'appréciation de risque de confusion de marques pour produits pharmaceutiques seront souples (Athènes, Tribunal des marques, 1953) . . . . .	99		
Inde. Ne peut être enregistrée «Belladonax», vu l'antériorité «Belladenal» (Bombay, <i>Registrar of Trade Marks</i> , 1953) . . . . .	134		
b) Non-usage et usucapion.			
Grèce. Ne saurait être déposée à nouveau la marque d'une entreprise faillie, non exploitée durant une année de liquidation (Athènes, Tribunal des marques, 1952) . . . . .	99		
c) Abandon et tolérance.			
Néant.			
<b>6. Sanctions civiles et pénales</b>		<b>7. Droit international en matière de marques</b>	
Contrefaçon, procédure, capacité d'agir en justice, confiscation, saisie, etc.		a) Droit international commun. Indépendance des marques, etc.	
Belgique. Une association professionnelle jouissant de la personnalité civile, constituée conformément à la législation suisse de droit civil, est également capable d'ester en justice en Belgique (St-Nicolas, Tribunal de commerce, 1950) . . . . .	247	Belgique. Une société de droit américain a été déboutée d'une action en contrefaçon de la marque «Royeco» à défaut d'enregistrement préalable aux Etats-Unis, pays d'origine (Bruxelles, Tribunal de commerce, 1953) . . . . .	247
Grande-Bretagne. Pas de rectification de registre au détriment de la marque «Algelo», nonobstant «Aludrox» (Londres, <i>Chancery Division</i> , 1953) . . . . .	117	b) Droit international conventionnel. Convention d'Union de Paris (assimilation aux nationaux, droit de priorité, protection telle quelle). Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques.	
Seront radiées les marques de commerce enregistrées pour des variétés de roses greffées et cultivées par une seule société (Londres, <i>Chancery Division</i> , 1953) . . . . .	118	Allemagne. Les lois et les conceptions commerciales en Allemagne sont seuls déterminants quant à la protection juridique en Allemagne des marques internationales déposées au Bureau international (Munich, <i>Patentamt</i> , 1954) . . . . .	201
Fera l'objet d'une rectification du registre la marque enregistrée dans une classe qui ne se rapporte pas aux produits pour lesquels la marque devait s'appliquer (Londres, <i>Chief Examiner</i> , 1953) . . . . .	118	Autriche. L'Autriche garantit sans interruption la protection des droits résultant de l'enregistrement international conforme à l'Arrangement de Madrid (Vienne, <i>Patentamt</i> , 1952) . . . . .	91
Constitue une contrefaçon l'usage de la marque «Electrix» pour aspirateurs, vu la marque antérieure «Electrux», bien que non utilisée pour aspirateurs (Londres, <i>Chancery Division</i> , 1953) . . . . .	118	c) Traités bilatéraux.	
Grèce. Les litiges portant sur l'imitation alléguée d'une marque relèvent exclusivement des tribunaux civils (Athènes, Tribunal civil, 1952) . . . . .	98	Néant.	
Les garanties constitutionnelles helléniques du droit de propriété sont sans pertinence quant au droit des marques (Athènes, Tribunal des marques, 1952) . . . . .	98	d) Mesures de guerre.	
		Belgique. L'Office des séquestres belge devrait être condamné du chef de concurrence illicite pour avoir, sous forme de poudre d'un produit antinévralgique dénommé par lui «Poudre de la Croix Bayer», infligé un grave dommage à un concurrent qui, depuis de longues années, avait mis sur le marché un analgésique analogue appelé «Poudre de la Croix Blanche» (Bruxelles, Tribunal de commerce, 1954) . . . . .	247
		Grande-Bretagne. Le «Séquestre des biens ennemis» peut céder des marques ennemies, que la cession ait pour but d'éviter le paiement en espèces au sujet ennemi ou qu'elle vise toute autre fin (Londres, <i>Court of Appeal</i> , 1953) . . . . .	119
		Suisse. L'expropriation sans indemnité d'une entreprise en zone orientale de l'Allemagne ne s'étend pas aux droits de cette entreprise en matière de marques, et en particulier pas aux droits internationalement enregistrés en Suisse (Bâle-Ville, Tribunal civil, 1952) . . . . .	176
		<b>V. NOM COMMERCIAL</b>	
		France. Les mots «Maison de la Chance», adoptés par une maison qui vend des billets d'une loterie, constituent un terme générique qui n'est pas susceptible d'appropriation exclusive au profit de celui qui l'a utilisé le premier (Nice, Tribunal de commerce, 1953) . . . . .	218



Le pharmacien qui, le premier, a utilisé une croix verte comme enseigne d'une pharmacie-herboristerie dénommée «A la croix verte» est fondé à exiger la suppression des croix vertes arborées par les autres pharmaciens de la ville. Il importe peu que ce signe choisi dans le temps comme emblème se soit postérieurement généralisé (Toulouse, Tribunal civil, 1954) . . . . .	Pages 218	Constitue un acte de concurrence déloyale la présentation de ses produits comme étant «d'étain pur», alors qu'au contraire l'alliage est d'une qualité inférieure (Cour de Bruxelles, 1953) . . . .	Pages 248
<i>Suisse.</i> Le ressortissant d'un autre Etat de la Convention de Paris, qui n'est pas inscrit au registre suisse du commerce, n'a droit qu'à la protection que le droit suisse accorde aux firmes non inscrites. Art. 8 de la Convention de Paris. (Changement de jurisprudence) (Lausanne, Tribunal fédéral, 1953) . . . . .	257	Constitue un acte de concurrence déloyale l'emploi du surmoulage d'objet d'étain appartenant au domaine public (Cour de Bruxelles, 1953) . . . .	248
Le premier porteur d'un nom commercial ne peut revendiquer la protection selon le droit suisse au nom que si le champ de son activité est en Suisse et s'il s'est acquis pour son nom un droit résultant de l'usage, par suite d'une activité notable en Suisse (Lausanne, Tribunal fédéral, 1953) . . . . .	257	L'Office des séquestres belge devrait être condamné du chef de concurrence illicite pour avoir, sous forme de poudre d'un produit anti-névralgique dénommé par lui «Poudre de la Croix Bayer», infligé un grave dommage à un concurrent qui, depuis de longues années, avait mis sur le marché un analgésique analogue appelé «Poudre de la Croix Blanche» (Bruxelles, Tribunal de commerce, 1954) . . . . .	247
<b>VI. INDICATIONS DE PROVENANCE</b>		<i>Grande-Bretagne.</i> Sera interdite la vente de whisky dans des bouteilles à fossettes déjà utilisées par une maison aînée, nonobstant les différences relatives aux étiquettes (Londres, <i>Court of Session</i> , 1953) . . . . .	119
Néant.		Les droits de monopole en matière de présentation de récipients doivent être maintenus dans des limites raisonnables. Le fabricant qui utilise des boîtes portant des bandes colorées n'est pas habilité à empêcher ses concurrents d'utiliser des boîtes revêtues de bandes de même genre (Londres, <i>Chancery Division</i> , 1953) . . . . .	120
<b>VII. CONCURRENCE DÉLOYALE</b>		<i>Grèce.</i> La loi sur la concurrence déloyale ne s'applique que si l'acte incriminé est intentionnel (Cour de cassation, 1953) . . . . .	100
<i>Allemagne.</i> Sont illicites:		Est admissible le cumul d'application des législations de marques et de concurrence déloyale en cas d'usage abusif de la marque incriminée (Cour de cassation, 1953) . . . . .	100
— l'emploi de l'article défini: «La» véritable eau de Cologne . . . . .	199	<i>Inde.</i> Constitue un acte de concurrence déloyale l'apposition de «Leipzig Febric Worke» sur des pommades fabriquées en Inde (Bombay, <i>Registrar of Trade Marks</i> , 1953) . . . . .	134
— l'adjonction du mot: La «véritable» eau de Cologne (Cologne, <i>Oberlandesgericht</i> , 1953) . . . .	199	<i>Suisse.</i> Le fait de choisir une raison de commerce semblable à la raison de commerce d'une entreprise étrangère peut constituer un acte de concurrence déloyale si elle peut provoquer des confusions en Suisse (Lausanne, Tribunal fédéral, 1953) . . . . .	257
<i>Belgique.</i> L'emploi d'une marque «Tricotsuisse» par une firme belge est un acte de concurrence déloyale, même si l'indication «Made in Belgium» figure sur les produits (St-Nicolas, Tribunal de commerce, 1950) . . . . .	247		
Retirer bénéfice de la publicité organisée par un concurrent n'est pas en soi un acte illicite. Il n'acquerrait ce caractère que si cette appropriation s'effectuait par des moyens malhonnêtes (Cour de Bruxelles, 1953) . . . . .	248		

# Table chronologique

## des jugements, arrêts et décisions

	1865	Pages		1934	Pages
Paris, 10 juin . . . . .		224	Huy, 13 juin . . . . .		224
			Bruxelles, Tribunal de commerce, 23 décembre . . . . .		247
	1866			1939	
Paris, 13 novembre . . . . .		224	Athènes, Cour de cassation, n° 340 . . . . .		100
	1867			1946	
Paris, 20 mars . . . . .		224	Paris, Cour de cassation, 26 mars . . . . .		10, 12
	1873			1947	
Toulouse, 19 février . . . . .		224	Paris, Cour de cassation, 17 avril . . . . .		10, 12
	1878		Lausanne, Tribunal fédéral, 6 mai . . . . .		99
Rouen, 22 mars . . . . .		224		1949	
	1883		Madrid, Tribunal suprême, 7 avril . . . . .		59
Lyon, 31 juillet . . . . .		224		1950	
	1886		Bruxelles, Tribunal de commerce, 20 janvier . . . . .		247
Douai, 14 janvier . . . . .		224	St-Nicolas, Tribunal de commerce, 11 juillet . . . . .		246
	1895			1951	
Bruxelles, 14 mars . . . . .		224	Athènes, TMP, n° 95 . . . . .		98
	1904		Bruxelles, Cour de Bruxelles, 27 février . . . . .		248
Bruxelles, 2 mars . . . . .		224	Munich, DPA, 18 mai . . . . .		159
	1915		Paris, Cour de Paris, 24 juin . . . . .		11
Liège, 27 novembre . . . . .		223	Munich, DPA, 29 septembre . . . . .		160
	1924		Madrid, Tribunal suprême, 6 octobre . . . . .		59
Bruxelles, Cour de cassation, 15 décembre . . . . .		247	Bruxelles, Cour de Bruxelles, 7 novembre . . . . .		248
	1925			1952	
Seine, 25 juin . . . . .		223	Athènes, TMP, n° 563 . . . . .		98
Bruxelles, 16 décembre . . . . .		223	Athènes, TMP, n° 566 . . . . .		98
	1926		Athènes, TMP, n° 275 . . . . .		99
Paris, 11 mars . . . . .		224	Athènes, TMD, n° 150 . . . . .		98
	1927		Munich, DPA, 8 mars . . . . .		160
Bruxelles, 23 mars . . . . .		223	Munich, DPA, 19 mars . . . . .		199
	1929		Munich, DPA, 17 mai . . . . .		159
Bruxelles, 2 janvier . . . . .		223	Vienne, Patentamt, 23 mai . . . . .		91
	1930		Paris, Cour de Paris, 25 juin . . . . .		11, 12
Charleroi, 31 mars . . . . .		225	Bruxelles, Tribunal de commerce, 12 juillet . . . . .		248
Lille, Tribunal de Lille, 2 décembre . . . . .		11	Madrid, Tribunal suprême, 27 octobre . . . . .		59
	1931		Toulouse, Cour de Toulouse, 18 novembre . . . . .		11
Lyon, 8 mai . . . . .		225	Londres, Patents Appeal Tribunal, 20 novembre . . . . .		115
	1932		Londres, Hearing Office, 11 décembre . . . . .		117
Douai, Cour de Douai, 16 février . . . . .		11	Zurich, Tribunal de commerce, 19 décembre . . . . .		258
Bruxelles, 20 avril . . . . .		223	Bâle-Ville, Tribunal civil, 31 décembre . . . . .		177
Mons, 22 octobre . . . . .		223, 225		1953	
			Athènes, TMD, n° 563 . . . . .		98
			Athènes, TMP, n° 561 . . . . .		99
			Athènes, TMP, n° 561A . . . . .		99
			Athènes, TMD, n° 159 . . . . .		99
			Athènes, Cour de cassation, n° 72 . . . . .		100

	Pages		Pages
Athènes, Cour de cassation, n° 608 . . . . .	100	Bombay, <i>Registrar of Trade Marks</i> , 1 <sup>er</sup> juillet . . . . .	134
Bruxelles, Cour de Bruxelles, 14 janvier . . . . .	247	Lausanne, Tribunal fédéral, 7 juillet . . . . .	110
Bruxelles, Tribunal de commerce, 6 février . . . . .	247	Lausanne, Tribunal fédéral, 7 juillet . . . . .	257
Cologne, <i>Oberlandesgericht</i> , 25 février . . . . .	199	Londres, <i>Assistant-Comptroller</i> , 15 juillet . . . . .	117
Londres, <i>Court of Appeal</i> , 25 février . . . . .	117	Londres, <i>Chancery Division</i> , 16 juillet . . . . .	118
Londres, <i>Chancery Division</i> , 3 mars . . . . .	116, 117	Washington, Bureau des brevets, 13 août . . . . .	176
Paris, Cour de Paris, 11 mars . . . . .	248	Edimbourg, <i>Court of Session</i> , 26 août . . . . .	119
Poitiers, Cour de Poitiers, 18 mars . . . . .	11	Lausanne, Tribunal fédéral, 13 octobre . . . . .	92
Bruxelles, Tribunal de commerce, 27 mars . . . . .	247	Londres, <i>Court of Appeal</i> , 16 octobre . . . . .	119
Londres, <i>Chancery Division</i> , 1 <sup>er</sup> avril . . . . .	118	Londres, <i>Queen's Bench Division</i> , 16 novembre . . . . .	115
Rouen, Cour d'appel, 17 avril . . . . .	109	Londres, <i>Court of Appeal</i> , 18 novembre . . . . .	116
Londres, <i>Patents Appeal Tribunal</i> , 20 avril . . . . .	114	Bruxelles, Cour de Bruxelles, 18 novembre . . . . .	248
Bruxelles, Tribunal de commerce, 23 avril . . . . .	247	Londres, <i>Chancery Division</i> , 16 décembre . . . . .	118
Londres, <i>Chancery Division</i> , 27 avril . . . . .	116	Nice, Tribunal de commerce, 22 décembre . . . . .	218
Berne, Bureau fédéral de la propriété intellectuelle, 29 avril . . . . .	92	Munich, <i>DPA</i> , 24 décembre . . . . .	236
Bruxelles, Cour de Bruxelles, 30 avril . . . . .	248		
Londres, <i>Patents Appeal Tribunal</i> , 8 mai . . . . .	115		
Londres, <i>Court of Appeal</i> , 12 mai . . . . .	115		
Londres, <i>Chancery Division</i> , 19 mai . . . . .	120		
Londres, <i>Chief Examiner</i> , 27 mai . . . . .	118		
Bruxelles, Cour de Bruxelles, 15 juin . . . . .	248		

## 1954

Toulouse, Tribunal civil, 4 janvier . . . . .	218
Vienne, Cour suprême, 17 février . . . . .	108
Munich, <i>DPA</i> , 9 avril . . . . .	201
Bruxelles, Cour de cassation, 29 avril . . . . .	248
Bruxelles, Tribunal de commerce, 25 juin . . . . .	247

## Table des noms des parties

	Pages		Pages
Art Jewels Ltd. . . . .	117	Lamy . . . . .	248
Automotive Products Company Ltd. . . . .	117	Libaros . . . . .	218
Bialetti . . . . .	109	Lutz, Dr Franz . . . . .	108
Boxes Ltd. . . . .	120	Muhlen, Ferdinand . . . . .	119
Bureau fédéral de la propriété intellectuelle . . . . .	92	Nathanael, M. & C <sup>ie</sup> . . . . .	98
Byrd, A. A. & Company Ltd. . . . .	118	Nathanael, D. N. & C <sup>ie</sup> . . . . .	98
Chauvin's Patent . . . . .	115	National Rose Society . . . . .	118
Cobianchi . . . . .	114	Office provincial . . . . .	218
Compagnie de St-Gobain . . . . .	248	Pantène . . . . .	248
Dharamsey & Co. . . . .	134	Parke, Davis & Co. . . . .	115
Development, C. & P. Co. (London) Ltd. . . . .	116	Patchett . . . . .	116
Dunn . . . . .	134	Paterson, W. R. Ltd. . . . .	119
Electrix Ltd. . . . .	118	Pharmaciens de Toulouse . . . . .	218
Electrux Ltd. . . . .	118	Pompe . . . . .	248
Farina, Jean Marie . . . . .	199, 247	Reliance (Nameplates) Ltd. . . . .	117
Ferdinand Muhlen . . . . .	119	Reuter, R. J. Co. Ltd. . . . .	119
Forth Blending Co. Ltd. . . . .	119	Roger & Gallet . . . . .	199, 247
Harker Stagg Ltd. . . . .	118	Sandoz Limited . . . . .	134
Holzinger, Dr Ludwig . . . . .	108	Saper, M. Ltd. . . . .	120
Interchemical Corporation . . . . .	257	S. A. Pedro Domecq . . . . .	59
Interchemie AG. . . . .	257	Sanchez Romate Hnos S. A. . . . .	59
International Harvester Co. . . . .	117	Scheuchzer, Otto AG. . . . .	177
John Haig & Co. Ltd. . . . .	119	Sisabro Novelty Co. Ltd. . . . .	116

	Pages		Pages
Specter's Ltd. . . . .	120	Tool Metal Manufacturing Co. Ltd. . . . .	115
Spiller Ltd. . . . .	117	Tungsten Electric Co. Ltd. . . . .	115
Spincraft, Inc. . . . .	176	Wheatcroft Brothers Ltd. . . . .	118
Sterling Engineering Co. Ltd. . . . .	116	Wyler . . . . .	247
Sylviane, Société . . . . .	218	Zeiss Ikon AG. . . . .	177
Syndicat de pharmaciens . . . . .	218	Zepplin . . . . .	109
Tantau, Mathias . . . . .	92		

## Table bibliographique

	Pages		Pages
Furler, Prof. Hans. <i>Das internationale Musterrecht</i> . . . . .	207	Mascareñas, C. E. <i>Los delitos contra la propiedad industrial</i> . . . . .	100
<i>Gewerblicher Rechtsschutz und Urheberrecht, Auslands- und Internationaler Teil</i> . . . . .	228	Richter, Dr. Bruno. <i>Warengleichartigkeit, Sammlung der Spruchpraxis des Reichspatentamtes, des Deutschen Patentamts und der Gerichte</i> . . . . .	228
Hochsinger, Dr. Herbert und Kiss-Horvath, Dr. Wilhelm. <i>Der gesetzliche Schutz für Erfindungen, Marken und Muster</i> (Volksausgabe der österreichischen Gesetze N° 11) . . . . .	228	Trüstedt, Wilhelm. <i>Warenzeichen-Tabelle, vergleichende Darstellung des Markenrechts im In- und Ausland</i> . . . . .	120
		Wendt, Hermann. <i>Warenzeichenfibel, praktische Anwendung des Warenzeichen- u. Ausstattungsschutzes</i> . . . . .	60

## Liste des documents officiels

	Pages		Pages
UNION INTERNATIONALE. — Etat au 1 <sup>er</sup> janvier 1954	1	Loi pour la protection des marques (du 5 mai 1936/18 juillet 1953) . . . . .	209
— <i>Conventions internationales</i>		AUSTRALIE. — <i>Législation.</i> — Ordonnances portant modification du règlement sur les brevets (n <sup>os</sup> 61, 74 et 91, des 4 et 29 août et 9 octobre 1952) . . . . .	72
Conseil de l'Europe. Convention européenne relative aux formalités prescrites pour les demandes de brevets	21	Ordonnances portant modification du règlement sur les dessins (n <sup>os</sup> 64 et 77, des 4 et 29 août 1952) . . . . .	73
ALLEMAGNE (République démocratique). — <i>Législation.</i> — Loi sur les marques de fabrique ou de commerce (du 17 février 1954) . . . . .	101	Ordonnances portant modification du règlement sur les marques (n <sup>os</sup> 62 et 75, des 4 et 29 août 1952) . . . . .	73
Première ordonnance d'exécution de la loi sur les marques de fabrique ou de commerce (taxes en matière de marques) (du 20 février 1954) . . . . .	107	Loi modifiant la loi sur les brevets de 1952 (et pour d'autres fins encore) (n <sup>o</sup> 14, du 20 avril 1954) . . . . .	249
Ordonnance sur le régime des inventions et des propositions d'amélioration en économie socialiste (du 6 février 1953) . . . . .	189	AUTRICHE. — <i>Législation.</i> — Loi concernant la protection des marques (de 1953) . . . . .	149
Premier règlement portant exécution de l'ordonnance sur le régime des inventions et des propositions d'amélioration en économie socialiste (du 6 février 1953) . . . . .	191	Loi transitoire concernant les marques. Chapitre V (marques internationales) . . . . .	158
Deuxième règlement portant exécution de l'ordonnance sur le régime des inventions et des propositions d'amélioration en économie socialiste (du 6 février 1953) . . . . .	193	Loi concernant la protection des dessins et modèles ( <i>Musterschutzgesetz</i> 1953) . . . . .	229
Troisième règlement portant exécution de l'ordonnance sur le régime des inventions et des propositions d'amélioration en économie socialiste. Règlement des différends en matière de rétribution accordée pour des propositions d'amélioration (du 6 février 1953) . . . . .	197	BULGARIE. — <i>Législation.</i> — Extrait du tarif des taxes d'Etat (tarifs n <sup>os</sup> 5 et 13) . . . . .	169
ALLEMAGNE (République fédérale). — <i>Législation.</i> — A. Mesures prises en raison de l'état de guerre: Règlement n <sup>o</sup> 1 pris en application de la loi n <sup>o</sup> 8 (amendée) (Droits de propriété industrielle, littéraire et artistique des nations étrangères et de leurs ressortissants)	216	Décret modifiant et complétant le décret relatif aux marques de fabrique et de commerce (n <sup>o</sup> 73, du 10 septembre 1954) . . . . .	215
Décision n <sup>o</sup> 30. Délégation des pouvoirs prévus par la loi n <sup>o</sup> 13 (amendée) de la Haute Commission Alliée à la Commission d'appel en matière de brevets instituée aux termes du règlement n <sup>o</sup> 1 pris en application de la loi n <sup>o</sup> 8 (amendée) . . . . .	216	CANADA. — <i>Législation.</i> — Loi concernant les marques de commerce et la concurrence déloyale (du 14 mai 1953) . . . . .	28
Commission d'appel en matière de brevets, procédures et règlements . . . . .	216	Loi modifiant la loi sur les brevets ( <i>Bill</i> 177, du 4 mars 1954) . . . . .	170
B. <i>Législation ordinaire</i> : Cinquième loi portant modification de dispositions en matière de propriété industrielle et contenant des mesures transitoires à ce sujet (du 18 juillet 1953) . . . . .	3	Règles relatives aux marques de commerce (du 6 mai 1954) . . . . .	250
Loi sur la protection des variétés et sur les semences de plantes cultivées (loi sur les semences) (du 27 juin 1953) . . . . .	61	DANEMARK. — <i>Législation.</i> — Arrêté concernant l'enregistrement des marques de fabrique et de commerce, ainsi que les marques collectives, pour les négociants, les associations et les autorités officielles domiciliés aux Etats-Unis d'Amérique (du 17 septembre 1953) . . . . .	74
Ordonnance portant modification de l'ordonnance relative à l'Office des brevets du Reich ( <i>Reichspatentamt</i> ) (du 1 <sup>er</sup> août 1953) . . . . .	81	Arrêté concernant l'enregistrement des marques de fabrique et de commerce, ainsi que les marques collectives, pour les négociants, les associations et les autorités officielles domiciliés dans la République fédérale d'Allemagne (du 7 novembre 1953) . . . . .	74
Ordonnance relative aux mesures concernant le droit de propriété industrielle (brevets et marques de fabrique) (du 1 <sup>er</sup> août 1953) . . . . .	82	Loi portant modification de la loi sur les brevets (n <sup>o</sup> 304, du 26 novembre 1953) . . . . .	132
Loi sur les brevets (du 5 mai 1936/18 juillet 1953) . . . . .	121	Arrêté du Ministère du commerce portant modification de l'arrêté n <sup>o</sup> 208, du 26 septembre 1936, concernant les demandes de brevets, etc. (du 30 novembre 1953) . . . . .	198
		ÉGYPTE. — <i>Législation.</i> — Loi portant modification au régime des sociétés (n <sup>o</sup> 26, de 1954) . . . . .	74
		Loi portant modification de certaines dispositions de la loi n <sup>o</sup> 219, de 1953, sur le registre du commerce (n <sup>o</sup> 68, de 1954) . . . . .	74

	Pages		Pages
Arrêté portant modification de certaines clauses de l'arrêté ministériel n° 177, de 1953, relatif au règlement d'exécution de la loi n° 219, de 1953, sur le registre du commerce (n° 68, de 1954) . . . . .	74	Décrets concernant la protection temporaire des droits de propriété industrielle à quatre expositions (du 3 avril 1954) . . . . .	108
Loi portant modification de certaines dispositions de la loi n° 55, de 1951, sur le nom commercial (n° 67, de 1954) . . . . .	82	Loi remplaçant l'annexe C que comportait le décret royal n° 929, du 21 juin 1942, contenant les dispositions législatives relatives aux brevets pour marques d'entreprises (n° 129, du 10 avril 1954) . . . . .	133
Arrêté relatif à l'enregistrement international des marques de fabrique et de commerce (n° 118, de 1953) . . . . .	108	Décrets concernant la protection temporaire des droits de propriété industrielle à sept expositions (des 6 avril et 9 juin 1954) . . . . .	158
FINLANDE. — <i>Législation.</i> — Ordonnance sur la protection des marques de fabrique et de commerce (du 11 février 1889, dans le texte des lois des 8 juin 1921, 18 mai 1927 et 23 janvier 1953) . . . . .	170	Décret concernant la modification de quelques articles du règlement sur les brevets d'inventions industrielles approuvé par le décret royal n° 244, du 5 février 1940 (n° 1145, du 20 octobre 1953) . . . . .	174
FRANCE. — <i>Législation.</i> — Loi relative aux forclusions encourues du fait des grèves survenues au mois d'août 1953 (du 17 décembre 1953) . . . . .	9	Décret concernant la modification de l'article 24 du règlement relatif aux brevets pour marques d'entreprise, approuvé par le décret du Président de la République n° 795, du 8 mai 1948 (n° 1146, du 20 octobre 1953) . . . . .	175
Arrêté concernant la prorogation, pour les ressortissants autrichiens, des délais impartis en France pour l'acquisition de propriété industrielle (du 24 décembre 1953) . . . . .	9	Décret concernant la modification de quelques articles du règlement sur les brevets pour modèles industriels approuvé par le décret royal n° 1354, du 31 octobre 1941 (n° 1147, du 20 octobre 1953) . . . . .	175
Décret relatif au maintien ou au rétablissement de la libre concurrence industrielle et commerciale (n° 53-704, du 9 août 1953) . . . . .	173	Décrets concernant la protection temporaire des droits de propriété industrielle à quatre expositions (des 18, 19 juin et 6 juillet 1954) . . . . .	175
Loi interdisant les procédés de vente dits « à la boule de neige » (n° 53-1090, du 5 novembre 1953) . . . . .	198	Décret concernant la protection temporaire des droits de propriété industrielle à une exposition (du 24 août 1954) . . . . .	233
Arrêté concernant la création d'une récompense dite « Beauté-France » destinée à favoriser les efforts des producteurs (du 13 novembre 1953) . . . . .	199	JORDANIE. — <i>Législation.</i> — Règlement concernant les marques de fabrique et de commerce (n° 1, de 1952) . . . . .	83
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD. — <i>Législation.</i> — Ordonnances attribuant à la Finlande et à la Grèce la qualité de « pays conventionnels » (n° 971, du 19 juin 1953; n° 1899, du 22 décembre 1953) . . . . .	159	PÉROU. — <i>Législation.</i> — Résolution ministérielle concernant l'importation de drogues destinées au traitement de la tuberculose (n° 98, du 9 juin 1952) . . . . .	9
GRÈCE. — <i>Législation.</i> — Décret-loi portant modification et complément du Code des lois relatives à l'imposition de l'alcool et d'autres lois de la compétence du Laboratoire chimique général de l'Etat (n° 2633, du 29 octobre 1953) . . . . .	82	Décret concernant l'utilisation des bouteilles spéciales destinées à protéger des eaux gazeuses et des sirops (du 14 octobre 1952) . . . . .	9
INDONÉSIE. — <i>Législation.</i> — Avis du Ministre de la Justice concernant le décret contenant des mesures provisoires en vue de l'introduction d'une législation sur les brevets d'invention (n° 69, du 28 août 1953) . . . . .	83	Décret concernant les droits d'enregistrement et d'analyse des produits vétérinaires (n° 180, du 4 novembre 1952) . . . . .	9
IRLANDE. — <i>Législation.</i> — Avis concernant la protection temporaire des inventions à une exposition (du 4 novembre 1954) . . . . .	233	Résolution ministérielle concernant la vente des produits pharmaceutiques (du 9 février 1953) . . . . .	9
ISRAËL (État d'). — <i>Législation.</i> — Règlement du Registrar en vertu de l'article 56 (1) de l'ordonnance de 1924 concernant les brevets et dessins . . . . .	58	Décret augmentant les droits concernant les honoraires des experts en matière de brevets d'invention (du 13 août 1953) . . . . .	9
ITALIE. — <i>Législation.</i> — Décrets concernant la protection temporaire des droits de propriété industrielle à deux expositions (du 8 janvier 1954) . . . . .	58	Décret suprême concernant la nouvelle échelle des taxes pour la protection de la propriété industrielle (n° 10, du 8 septembre 1954) . . . . .	234
Décrets concernant la protection temporaire des droits de propriété industrielle à cinq expositions (des 20 et 24 février 1954) . . . . .	74	ROUMANIE. — <i>Législation.</i> — Règlement concernant l'organisation et le fonctionnement du Bureau de brevets et d'inventions pour l'étranger auprès de la Chambre de commerce de la République Populaire Roumaine (approuvé par décision du Conseil des Ministres, n° 3940, du 21 novembre 1953) . . . . .	133

Rectification du libellé de l'article 5, dernier alinéa, du « Règlement concernant l'organisation et le fonctionnement du Bureau de brevets et d'inventions pour l'étranger auprès de la Chambre de commerce de la République Populaire Roumaine » . . . . .	Pages 215	TCHÉCOSLOVAQUIE. — <i>Législation.</i> — Arrêté introduisant l'obligation de marquage des produits par une marque de fabrique (n° 381, du 22 décembre 1953) . . . . .	Pages 235
SUÈDE. — <i>Législation.</i> — Décret royal sur les dispositions relatives à la protection de certains brevets, dessins ou modèles et marques étrangers (n° 319, du 22 mai 1953, modifié par les décrets royaux n° 110, du 19 mars 1954, et n° 606, du 24 septembre 1954) . . . . .	234	TUNISIE. — <i>Législation.</i> — <i>Mesures prises en raison de l'état de guerre:</i> Arrêté abrogeant l'arrêté du 19 octobre 1949 établissant la liste des pays considérés comme accordant un traitement équivalent aux ressortissants tunisiens au titre du décret du 13 octobre 1949 (du 24 décembre 1953) . . . . .	159
SYRIE. — <i>Législation.</i> — Arrêté prolongeant jusqu'au 30 juin 1954 le délai accordé pour se conformer aux dispositions du décret n° 495/52 (n° 1231, du 29 décembre 1953) . . . . .	74	UNION SUD-AFRICAINE. — <i>Législation.</i> — Proclamation fixant la date de l'entrée en vigueur de la loi sur les brevets, de 1952 (n° 226, du 23 septembre 1952) . . . . .	91
Arrêté prolongeant jusqu'au 31 décembre 1954 le délai fixé par le décret n° 495, du 15 septembre 1952, et l'arrêté n° 360, du 25 mai 1953, ayant soumis les spécialités et produits pharmaceutiques et médicaux à l'apposition d'une marque obligatoire conformément au décret-loi n° 245, du 26 mai 1952 (n° 742, du 26 juin 1954) . . . . .	176	VIET-NAM. — <i>Législation.</i> — Arrêté fixant le mode de versement des taxes pour les demandes de brevets d'inventions ou de certificat d'addition (n° 5, du 11 mars 1953) . . . . .	215
		Ordonnance fixant le régime des syndicats professionnels (n° 23, du 16 novembre 1952) . . . . .	215



